

VILLE DE VIAS

COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL DU JEUDI 6 OCTOBRE 2022

La séance est ouverte à 18 h, sous la présidence de Maître Jordan DARTIER, Maire de la Ville de Vias, dans la Halle des Sports Jean Raynaud, à Vias.

M. LE MAIRE.- Mesdames et Messieurs du Conseil, bonsoir. Je déclare cette séance ouverte. Comme à l'accoutumée, je procède à l'appel des présents.

Jordan DARTIER : présent

Bernard SAUCEROTTE : présent

Sandrine MAZARS : présente

Gérard ALLARD : présent

Pascale GENIEIS-TORAL : présente

Jacques BOLINCHES : présent

Nicole LEFFRAY-VINCENTS : présente

Jean-Luc PRADES : présent

Muriel PRADES : présente

Pierre ROS : présent

Lucette ALBERTO : présente

Chantal MESLARD : présente

Élie SOTOMAYOR : présent

Gilbert GIMBERNAT : présent

Maryse OLIVÉ : présente

Marie SANCHEZ-RUIZ : présente

Claude DAULIACH : présent

Carole MAUREL : présente

Isabelle E SILVA PENDRELICO : présente

Carl COIGNARD : présent

Jean-Philippe COMPAN : présent

Lucien BABAU-RODRIGUEZ : absent, représenté par Bernard SAUCEROTTE

Sylvie MACEL : présente

Jean-Luc LENOIR : présent

Pascal VIVIANI : présent

Olivier CABASSUT : présent

Sandrine MORONI : présente

Elisabeth CERNEAU : présente

Yvon MARTIN : présent

Le quorum étant largement atteint, nous pouvons valablement délibérer.

DÉSIGNATION DU SECRÉTAIRE DE SÉANCE

Il convient de désigner comme à l'accoutumée un secrétaire de séance. Je ne vais pas déroger à la règle en proposant Monsieur ALLARD secrétaire de séance. Y a-t-il d'autres candidatures ? Non. Monsieur ALLARD, vous êtes donc nommé notre secrétaire de séance.

APPROBATION DU COMPTE RENDU DE LA SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 7 JUILLET 2022

Il convient d'approuver le procès-verbal de la séance précédente. Y a-t-il des questions sur ce compte rendu ? Non. Je le mets aux voix.

Qui est contre ? Personne.

Qui s'abstient ? Personne.

Le compte rendu de la séance du Conseil Municipal du 7 juillet 2022 est adopté à l'unanimité. Je vous en remercie.

PRÉSENTATION DE L'ORDRE DU JOUR

Il convient à présenter d'appeler les affaires inscrites à l'ordre du jour de ce Conseil Municipal. Nous avons :

Les décisions du Maire prises en application de l'article L.2122-22 du CGCT

En administration générale :

- Le rapport d'activité 2021 du SIVOM du Canton d'Agde au titre des services publics délégués
- L'adhésion au groupement de commandes permanent de la Communauté d'Agglomération Hérault Méditerranée

Au titre des finances :

- La décision modificative n° 3 du budget principal de la commune
- L'adoption du nouveau plan comptable M 57
- Le rapport de la CLETC 2022
- La révision des AP/CP 2022
- Une demande de subvention pour les travaux de l'Avenue de la Méditerranée
- Une demande de subvention pour les travaux d'aménagement du parking des Pêcheurs
- Une subvention supplémentaire à des associations

Un point sur l'urbanisme :

- Une convention d'équipement en conteneurs enterrés entre le SMICTOM et la commune
- La désaffectation, le déclassement et un échange du domaine public communal avec les copropriétaires de la résidence VIABELLA en contrepartie des zones de stationnement situées devant les résidences
- Un bail de long terme entre la ville et Monsieur LEFEBVRE DE MAUREPAS
- Une convention d'études et de travaux avec Hérault Énergies relatifs à la dissimulation de réseaux secs à Vias-plage
- La vente d'un délaissé sis rue Racine
- L'acquisition de la parcelle cadastrée BP n° 88 Lieu-dit « L'Estagnol » à la SAFER Occitanie
- L'acquisition des parcelles cadastrées DA n° 60 et 61 Lieu-dit « Le Devois » à la SAFER Occitanie
- Des participations financières en ZAC selon un nouveau barème des participations des constructeurs

Au titre de la jeunesse et des sports :

- La modification du tarif de la licence musculation haltérophilie auprès de la Fédération Française Haltérophilie/Musculation (FFHM) pour les prochaines saisons

En ce qui concerne les ressources humaines :

- La modification du tableau des effectifs

- L'actualisation du RIFSEEP
- L'actualisation de l'Indemnité d'Administration et de Technicité (IAT) et de l'Indemnité Spéciale de Fonction (ISF) des agents de la filière Sécurité.

Tel est donc l'ordre du jour sur lequel nous devons travailler ce soir.

DÉCISIONS DE M. LE MAIRE PRISES EN APPLICATION DE L'ARTICLE L.2122-22 DU CODE GÉNÉRAL DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

Y a-t-il des questions sur les décisions du Maire prises en application de l'article L.2122-22 du CGCT ? Je vois Monsieur MARTIN lever la main. Monsieur MARTIN, vous avez la parole.

M. MARTIN.- Je vous en remercie. Messieurs-Dames, bonsoir.

Parmi ces décisions, 7 d'entre elles portent sur des achats de terrains préemptés confiés le plus souvent à l'Établissement Public Foncier d'Occitanie. Sur l'ensemble de ces parcelles toutes non constructibles, les prix au mètre carré varient de 60 centimes à 300 € hors taxes. Parmi celles-ci, certaines dites « terrain de loisirs sans bâti » sont à 86 € et quelques le mètre carré ; d'autres avec bâti sont au même prix.

Les différences les plus marquantes concernent notamment la décision n° 2022-62 ; là, une parcelle de 302 m² située en Côte Ouest, impasse des Espargouls, a été acquise au prix de 93 000 €, soit pratiquement 300 € TTC du mètre carré. A l'opposé, dans la décision n° 2022-44, il s'agit là d'une saisine du Juge de l'Expropriation pour un terrain de 7 798 m², pour lequel il a été proposé, cette fois, un montant de 4 680 €, soit 60 centimes d'euro du mètre carré ; prix qui – rappelons-le – est le prix habituellement pratiqué par la SAFER sur les terrains agricoles dans ce secteur.

Pouvez-vous nous éclairer, Monsieur le Maire, sur ces écarts colossaux de prix concernant des parcelles dans la mesure où – je le rappelle – elles sont toutes non constructibles et la présence de bâti ne semble pas expliquer totalement ces différences ? Je vous remercie.

M. LE MAIRE.- Je vous en prie. Les préemptions qui sont faites par l'EPF sont faites après avis du service des Domaines. Nous avons donc systématiquement un avis des Domaines qui est une administration publique puisque c'est un service de la DGFIP, et les préemptions sont faites conformément aux avis qui sont rendus par France Domaine. Je n'ai pas plus d'explications à vous donner que cela, si ce n'est que, nous, nous nous appuyons sur les services de l'État justement pour l'évaluation de ces propriétés foncières.

M. SOTOMAYOR.- Je voudrais intervenir, si vous me le permettez, Monsieur le Maire. Effectivement, je reprends les propos de Monsieur MARTIN. Moi, j'ai regardé un petit peu cela.

Première observation que je fais, c'est que je souhaiterais avoir ces comptes rendus en Bureau Municipal puisque nous avons l'occasion de nous réunir en Bureau Municipal et nous n'avons pas les moyens de discuter de cet aspect-là.

Compte tenu de l'observation que fait Monsieur MARTIN, j'ai regardé un petit peu ces dossiers, j'ai essayé de me renseigner et je pense que je vais apporter une réponse à Monsieur MARTIN quelque part ; c'est-à-dire que, sur le prix indiqué de la parcelle, en sachant que nous avons des parcelles à 295 € le mètre carré, d'autres à 86 € le mètre carré, je pense que le prix qui est indiqué c'est le prix que souhaite le vendeur, c'est le prix souhaité par le vendeur. Alors, partant de là, nous pouvons effectivement nous retrouver avec des parcelles à 295 € le mètre carré, qui est le souhait du vendeur et avec d'autres parcelles à 87 €. C'est un peu comme cela que je l'interprète.

Ensuite, compte tenu que c'est l'EPF qui va faire la négociation et en se basant sur le prix de l'évaluation de France Domaine, nous allons nous retrouver peut-être avec des propositions à 40 € ou à 30 €, et ainsi de suite. De ce fait, que va-t-il se passer ? Dans ces décisions, il

s'agit de 7 parcelles impactées. Je pense que nous allons avoir la chose suivante, c'est ce qui va se passer, c'est que les propriétaires vont refuser de vendre ces parcelles-là. Je ne sais pas ce qui se passera, mais c'est de cette manière-là que je l'interprète.

M. MARTIN.- J'essaie de faire un peu le mix entre ce qui a été dit d'un côté et de l'autre. D'une part, Monsieur le Maire, dans ces conditions, est-ce que vous me dites que ce n'est pas la Mairie qui fixe le prix au mètre carré dans ces parcelles-là ?

M. LE MAIRE.- Je vais reprendre mes propos. Lorsque nous recevons une Déclaration d'Intention d'Aliéner (DIA), cela veut dire qu'il y a le propriétaire de ce terrain qui a trouvé un acquéreur, qu'un compromis de vente a été signé devant notaire, et le notaire doit purger le droit de préemption et il notifie à la ville une DIA, c'est-à-dire une Déclaration d'Intention d'Aliéner. Sur la base de cette DIA, l'Établissement Public Foncier Occitanie qui a effectivement la délégation du droit de préemption en ZAD va se positionner sur l'intérêt de préempter ou pas. Bien évidemment, le prix, comme l'indiquait Monsieur SOTOMAYOR, qui apparaît dans la DIA est une référence de prix sur lequel l'EPF va juger, au regard de son référentiel, si ce prix est trop élevé ; à ce moment-là, il va y avoir une visite de France Domaine qui va être assurée sur site, une évaluation qui va être effectuée par les services de France Domaine et ensuite une préemption qui sera faite soit en accord sur le prix, soit en désaccord sur le prix.

S'il y a préemption et un accord sur le prix, les règles du droit sont très simples : la vente est parfaite puisque l'administration propose le même prix que celui qui faisait l'objet de la DIA.

S'il y a une préemption et un désaccord sur le prix, il y a trois options, juridiquement, qui s'appliquent :

- Première option : le vendeur retire le bien de la vente. Du coup, la vente s'arrête.
- Deuxième option : le vendeur refuse le prix et maintient son prix. A ce moment-là, effectivement, il y a une saisine qui doit être faite dans le délai de 15 jours du juge de l'expropriation compétent, c'est-à-dire le Tribunal Judiciaire de Montpellier.
- Troisième option : c'est l'accord finalement du vendeur sur le prix révisé.

M. MARTIN.- Donc, à la limite, si je comprends bien, il serait peut-être intéressant de rediscuter de ce qui se passera une fois que nous saurons quelle aura été la décision du vendeur.

M. LE MAIRE.- Oui.

M. MARTIN.- D'accord. Je vous remercie.

M. LE MAIRE.- Je vous en prie. Sur les décisions du Maire, y a-t-il d'autres demandes d'intervention ? Non.

Le Conseil Municipal prend acte des décisions du Maire.

Nous pouvons passer à l'ordre du jour avec un premier point d'administration générale qui porte précisément sur le rapport d'activité 2021 du SIVOM du Canton d'Agde dans le cadre des services publics délégués.

NOTE DE SYNTHÈSE N° 1a : SERVICES PUBLICS DÉLÉGUÉS – SIVOM DU CANTON D'AGDE – RAPPORT D'ACTIVITÉ 2021

Rapporteur : Monsieur le Maire

M. LE MAIRE.- Comme vous le savez, le SIVOM du Canton d'Agde est un EPCI créé en 1984 à l'initiative des 4 communes, Agde, Bessan, Marseillan et Vias, et a pour compétence :
- la fourrière animale

- la brigade d'enlèvement des tags
- le centre de secours
- et les mutualisations de matériels.

Le rapport d'activité 2021 vous a été transmis. Celui-ci fait-il l'objet de questions de votre part ou de remarques particulières ? Non. Il est donc demandé au Conseil Municipal d'en prendre acte. Ce que nous faisons.

Le Conseil Municipal prend acte de la délibération n° 1a.

Le deuxième point à l'ordre du jour appelle l'adhésion au groupement de commandes permanent avec la commune d'Agde. La parole est à Monsieur SAUCEROTTE, Monsieur le Premier Adjoint.

NOTE DE SYNTHÈSE N° 1b : ADHÉSION AU GROUPEMENT DE COMMANDES PERMANENT AVEC LA COMMUNE D'AGDE

Rapporteur : Bernard SAUCEROTTE

M. SAUCEROTTE.- Merci, Monsieur le Maire. Depuis plus de 20 ans, les communes sont incitées à mettre en œuvre une politique de mutualisation des commandes afin de réaliser des économies d'échelle et, par là même, de mieux gérer les deniers publics. La commune d'Agde a créé en 2002 un premier groupement qui avait pour objet quelques marchés de services. Au fil des ans, le périmètre du groupement s'est étendu à de nombreux marchés de fournitures et même des marchés de travaux. Aujourd'hui, 16 familles d'achat différentes sont mutualisées au sein d'un seul groupement de commandes, dont la ville d'Agde est le coordonnateur.

La Communauté d'Agglomération Hérault Méditerranée s'est également pleinement engagée dans la démarche de mutualisation en créant une dizaine de groupements de commandes distincts par secteurs d'activité. Ces groupements coordonnés par la CAHM sont bien évidemment ouverts à toutes les communes membres de l'agglomération qui le souhaitent.

Afin de capitaliser sur l'expérience différente mais complémentaire acquise par la CAHM et la commune d'Agde, et afin de renforcer et de développer la mutualisation des commandes, les deux collectivités ont décidé de rassembler et d'uniformiser leurs groupements de commandes respectifs.

Il vous est donc proposé aujourd'hui de créer un nouveau groupement de commandes qui aura les principales caractéristiques suivantes :

- un groupement ouvert à toutes les communes, établissements publics de coopération intercommunale (CAHM, SICTOM...), établissements publics administratifs (CCAS) et caisses des écoles situés sur le territoire de la Communauté d'Agglomération Hérault Méditerranée qui le décideront ;
- un groupement permanent à durée de vie illimitée. La permanence permettra de gagner du temps puisqu'il ne sera pas nécessaire que chaque membre redébattre avant tout nouveau marché. En fonction de leurs besoins, tous les membres du groupement resteront libres de s'engager dans un nouveau marché. Toujours dans un objectif de gain de temps et d'efficacité, les besoins seront définis par Monsieur le Maire ou l'Élu délégué si le Conseil Municipal délègue la compétence de prendre toute décision concernant la préparation des marchés et accords-cadres faisant l'objet du groupement, conformément à l'article L.2122-22 du CGCT. Bien évidemment, même si le groupement est permanent, un membre aura toujours le droit de se retirer s'il le souhaite, à l'issue d'un marché ;
- un groupement étendu dans son périmètre à 21 familles d'achats différentes ;
- un groupement simplifié dans son fonctionnement. La Commission d'Appel d'Offres compétente sera celle du coordonnateur du groupement.

Le projet de convention constitutive du groupement proposé est joint en annexe de la présente délibération. Le rôle de coordonnateur sera assuré par la commune d'Agde. Le rôle des membres, l'objet du groupement et ses modalités de fonctionnement sont détaillés dans la convention. Il est précisé que les missions du coordonnateur ne donneront pas lieu à rémunération.

Il est donc demandé au Conseil Municipal d'adhérer au groupement de commandes permanent.

M. LE MAIRE.- Merci, Monsieur le Premier Adjoint. Y a-t-il des questions sur ce groupement de commandes ? Non, je n'en vois pas. Je mets aux voix la délibération.

Qui est contre ? Personne.

Qui s'abstient ? Personne.

La délibération n° 1b est adoptée à l'unanimité. Je vous en remercie.

Nous passons au chapitre « Finances » avec une première délibération sur la décision modificative n° 3 du budget principal de la commune. La parole est à Madame MAZARS, Adjointe aux Finances.

NOTE DE SYNTHÈSE N° 2a : DÉCISION MODIFICATIVE N° 3 DU BUDGET PRINCIPAL DE LA COMMUNE

Rapporteur : Sandrine MAZARS

Mme MAZARS.- Merci. Il convient aujourd'hui de réajuster les crédits votés au Budget Primitif 2022 afin de tenir compte notamment d'écritures de régularisation demandées par la Trésorerie concernant des opérations d'ordre, ainsi que de l'inscription de l'emprunt contracté pour la continuation des travaux d'aménagement de l'Avenue de la Méditerranée.

Il est donc proposé de modifier les inscriptions budgétaires comme suit :

En dépenses de fonctionnement :

Chapitre 012 Article 64114 « Personnel titulaire – indemnité inflation »	+ 50 000 €
Chapitre 012 Article 64118 « Autres indemnités »	+ 150 000 €
Chapitre 012 Article 64131 « Rémunérations »	+ 150 000 €
Chapitre 012 Article 64168 « Autres emplois d'insertion »	+ 20 000 €
Chapitre 023 Article 023 « Virement à la section d'investissement »	- 320 000 €

En recettes de fonctionnement :

Chapitre 042 Article 722 « Travaux en régie »	+ 50 000 €
---	------------

Au niveau des dépenses d'investissement :

Chapitre 041 Article 1323 « Subventions non transférables Département »	+ 51 000 €
Opération 964 Article 2112 « Diverses acquisitions »	+ 100 000 €
Chapitre 040 Article 2315 « Travaux en régie »	+ 50 000 €
Opération 816 Article 2315 « Pont de Sainte Cécile/Côté Ouest »	+ 50 000 €
Opération 948 Article 2183 « Acquisition de matériel informatique »	+ 5 000 €
Opération 949 Article 2315 « Aménagement Avenue de la Méditerranée »	+ 2 415 000 €
Chapitre 204 Article 2046 « Attribution de compensation d'investissement »	+ 30 000 €
Opération 924 Article 21534 « Éclairage public »	+ 30 000 €

En recettes d'investissement :

Chapitre 041 Article 1313 « Subventions transférables Département »	+ 51 000 €
Chapitre 16 Article 1641 « Emprunt en euros »	+ 3 000 000 €
Chapitre 021 Article 021 « Virement de la section de fonctionnement »	- 320 000 €

Il est demandé au Conseil Municipal de se prononcer sur ces écritures budgétaires.

M. LE MAIRE.- Merci, Madame l'Adjointe aux Finances. Y a-t-il des questions sur cette décision modificative n° 3 ? Madame CERNEAU, vous avez la parole.

Mme CERNEAU.- Bonsoir à tout le monde. Par rapport à la décision modificative, les Élus de Vias Pluriel feront deux observations.

La première. En dépenses de fonctionnement, le chapitre 12 relatif aux charges de personnel est abondé de 370 000 € au détriment du virement à la section d'investissement qui perd, lui, 320 000 €. Une première ponction de 407 000 € avait déjà été effectuée en mai. Le virement à la section d'investissement qui était prévu dans le budget initial diminue à nouveau, et on passe de 2 900 000 € à 2 173 000 €, soit une coupe de 25 %.

La deuxième observation. C'est un nouvel emprunt de 3 M€ qui va être contracté et qui va s'ajouter aux 13 M€ de dette qui sont en cours. Alors comment se fait-il que cet emprunt n'ait pas été inscrit dans le budget primitif, alors même que la phase 3 des travaux de l'Avenue de la Méditerranée était programmée ?

Cela nous amène à cette interrogation. Au moment où les collectivités territoriales comme les particuliers d'ailleurs sont invités à réduire les dépenses pour faire face à l'augmentation sans précédent du coût de l'énergie et des matières premières, ne serait-il pas plus prudent de constituer des réserves solides pour financer des dépenses essentielles qu'il nous faudra, de toute façon, honorer, notamment le chauffage des écoles, l'éclairage public, le carburant, etc. ?

M. LE MAIRE.- Très bien. Je peux vous répondre rapidement.

Sur les dépenses de fonctionnement, au chapitre 12, nous avons, comme vous le savez, dû prendre en compte l'augmentation du point d'indice de 3,5 points qui impacte bien évidemment notre masse salariale puisque c'est de l'ordre de 300 000 € je crois d'augmentation de dépenses de personnel sur le point d'indice.

Sur l'emprunt que nous contractons auprès de la Banque Postale de mémoire, je me permets de vous retourner un peu la question. Certains nous accusent d'avoir une situation financière catastrophique ou en tout cas difficile. Je réponds que la contractualisation d'un emprunt démontre, contrairement à ce qu'on laisse entendre ici ou là, que si nous pouvons emprunter c'est que nous avons les capacités à rembourser ; sinon, personne ne nous aurait prêté. Il est tout à fait normal, Madame, sur des investissements qui vont finir de structurer une station balnéaire qui est notre poumon économique, qui est un investissement sur les 30 prochaines années, que nous fassions supporter une partie de cette dépense par l'emprunt. C'est tout à fait logique. Dans toute entreprise, qu'elle soit privée ou publique, investir nécessite des crédits et de lisser le remboursement de ces crédits sur la durée d'amortissement de ces investissements. Il n'y a donc rien de choquant à cela. Je le redis : si nous avons la capacité à emprunter, c'est que nous avons la capacité naturellement à rembourser.

Voilà mes observations en réponse.

S'il n'y a pas d'autres questions, je vais mettre aux voix cette délibération. Monsieur CABASSUT, vous pouvez intervenir.

M. CABASSUT.- Oui, bien sûr, il y a des capacités, nous n'en doutons pas. La question est de savoir si vous allez réaugmenter les impôts fonciers dans les années à venir ? Parce que, forcément, si on augmente à nouveau les impôts, on pourra réemprunter aussi. Mais, au bout d'un moment, nous n'avons pas envie de payer trop d'impôts non plus. Il convient de trouver le juste équilibre, mais je pense que vous êtes à cheval sur les comptes de la commune,

Monsieur le Maire.

M. LE MAIRE. - C'est ce que nous avons fait. Monsieur LENOIR, vous avez la parole.

M. LENOIR. - Monsieur le Maire, j'avoue que l'aménagement de l'Avenue de la Méditerranée pose beaucoup de réflexions à tout un chacun. Afin d'y voir plus clair, serait-il possible d'avoir de vos services une synthèse très simple concernant le coût initial quand vous vous êtes engagé sur ces travaux, le point à aujourd'hui, à l'heure actuelle, ce qui reste à faire ensuite et les subventions que nous avons pu récupérer ?

Je pense que, cela, ça permettrait à tout un chacun d'aborder la question d'une façon beaucoup plus sereine. Merci.

M. LE MAIRE. - Comme nous sommes sereins, je peux d'ores et déjà vous donner des chiffres.

Sur le marché initial, en tranche ferme, nous étions à 12 M€ hors taxes de travaux.

Nous avons engagé 8 M€ de travaux. Sur la dernière tranche ferme, ce sont 4 100 000 € qui sont engagés.

Sur les subventions, nous avons obtenu 30 % de cofinancement de la Région. Nous avons obtenu, sur la première tranche ferme, des subventions du Département à hauteur de 400 000 € au titre du déclassement de la voirie départementale. Sur la deuxième tranche ferme, nous avons obtenu des subventions du Département ; je n'ai pas le chiffre exact en tête, mais c'est de l'ordre de 300 000 €. Lors de l'attribution de la subvention, je pourrai vous donner des chiffres un peu plus précis.

Sur la dernière tranche ferme, nous avons toujours les 30 % de la Région. Nous sommes par ailleurs en attente du retour du Département qui nous a assurés de sa participation dans cet investissement structurant pour la ville. Nous avons d'ores et déjà reçu un premier déblocage de 150 000 € du Département sur ces travaux. D'autres suivront, je n'ai pas encore, pour l'instant, la masse globale de la part du Département, mais je peux vous assurer, pour être en relation très étroite avec certains membres de l'exécutif du Département, que nous aurons effectivement une participation du Département, que nous espérons à hauteur de 20 %.

Voilà ce que je pouvais vous dire.

M. LENOIR. - Merci.

M. LE MAIRE. - Je vous en prie. S'il n'y a pas d'autres questions, nous pouvons passer au vote sur cette décision modificative n° 3.

Qui est contre ? 2 voix.

Qui s'abstient ? 4 voix.

La délibération n° 2a est adoptée à la majorité. Je vous remercie.

Nous pouvons passer au point suivant à l'ordre du jour. Il s'agit de l'adoption du plan comptable nouveau M57. Là, on va vous parler un petit peu chinois... Je vais laisser le soin à Madame MAZARS de nous en dire quelques mots.

NOTE DE SYNTHÈSE N° 2b : ADOPTION DU NOUVEAU PLAN COMPTABLE M57

Rapporteur : Sandrine MAZARS

Mme MAZARS. - L'instruction budgétaire et comptable M14 est actuellement le cadre juridique qui régit la comptabilité des communes et des établissements publics de coopération intercommunale.

Conformément à l'article 175 de la loi 3DS adoptée par l'Assemblée Nationale et le Sénat les 8 et 9 février 2022, l'ensemble des collectivités locales et leurs établissements publics administratifs devront obligatoirement adopter la nomenclature M57 à compter du 1^{er} janvier

2024 ; ce qui entraînera la suppression de l'instruction budgétaire et comptable M14.

Il est précisé que le référentiel M57 est le support de l'expérimentation du compte financier unique.

Ainsi, le référentiel M57 étend à toutes les collectivités les règles budgétaires assouplies dont bénéficient déjà les Régions ; ce qui offre une plus grande marge de manœuvre en matière de :

- gestion pluriannuelle de crédits,
- fongibilité des crédits,
- gestion des crédits de dépenses imprévues.

En M57, les principes comptables sont plus modernes :

- des états financiers enrichis,
- une vision patrimoniale améliorée par les dispositions normatives,
- un support motivant pour poursuivre l'amélioration de la fiabilité des comptes.

Depuis le 1^{er} janvier 2022, le droit d'option a déjà été ouvert aux collectivités appliquant la nomenclature M14 de basculer vers le référentiel M57 ; l'objectif étant de permettre l'adoption d'un modèle simplifié, tant sur le plan budgétaire que sur le plan comptable.

Il est donc demandé au Conseil Municipal d'approuver l'application de l'instruction budgétaire et comptable M57 à compter du 1^{er} janvier 2023.

M. LE MAIRE.- Merci, Madame MAZARS. Y a-t-il des questions sur cette délibération ? Non. Je la mets aux voix.

Qui est contre ? Personne.

Qui s'abstient ? Personne.

La délibération n° 2b est adoptée à l'unanimité. Je vous en remercie.

Nous pouvons passer au point suivant qui porte sur le rapport de la CLETC.

NOTE DE SYNTHÈSE N° 2c : RAPPORT DE LA COMMISSION LOCALE D'ÉVALUATION DES TRANSFERTS DE CHARGES (CLETC)

Rapporteur : Sandrine MAZARS

Mme MAZARS.- La Commission Locale d'Évaluation des Transferts de Charges a pour rôle principal de procéder à l'évaluation des charges liées aux transferts de compétences entre communes et EPCI.

La Communauté d'Agglomération Hérault Méditerranée a demandé à la commune, par courrier en date du 7 février 2022, que les montants des attributions de compensation définitifs 2021 soient considérés comme prévisionnels pour l'année 2022.

Egalement, par courrier en date du 10 juin 2022, tenant compte qu'aucun transfert supplémentaire n'est envisagé pour cette année, la CAHM précise que les montants des attributions de compensation prévisionnels de 2022 sont définitifs.

Le montant définitif de cette attribution pour 2022 est fixé à 1 064 283 €.

IL est donc demandé au Conseil Municipal d'approuver ce rapport.

M. LE MAIRE.- Merci beaucoup. Il n'y a pas de changement par rapport à ce que nous percevions précédemment au titre de la CLETC. Il n'y a donc pas de modification sur cette CLETC.

Y a-t-il des questions ? Non. Je mets aux voix cette délibération.

Qui est contre ? Personne.

Qui s'abstient ? Personne.

La délibération n° 2c est adoptée à l'unanimité. Je vous remercie.

Nous passons au point n° 2d relatif à la révision des AP/CP.

NOTE DE SYNTHÈSE N° 2d : RÉVISION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CRÉDITS DE PAIEMENT 2022

Rapporteur : Sandrine MAZARS

Mme MAZARS.- Certains projets d'investissement de la commune au caractère pluriannuel ont fait l'objet, lors du vote du BP 2015, d'une autorisation de programme conformément à l'ordonnance n° 2005-1027 du 26 août 2005.

Les autorisations de programme et crédits de paiement pour l'année 2022 ont été votés en Conseil Municipal le 9 décembre 2021. Il convient toutefois d'y apporter des modifications suite à une modification du calendrier des travaux sur l'AP « Aménagement de l'Avenue de la Méditerranée ».

En fait, sur ces révisions d'autorisations de programme que nous vous proposons :

- Au niveau du Contrat de Performance Énergétique, rien n'a changé.
- Au niveau de la réalisation de la ZAC, rien n'a changé non plus.
- Nous avons juste modifié, suite à l'emprunt, les crédits de paiement sur l'AP au niveau de l'aménagement de l'Avenue de la Méditerranée : En 2022, sont inscrits 3 M€ de crédits de paiement, et en 2023 et sur les années suivantes nous aurons des crédits de paiement pour 2 287 962,79 €.

Il vous est donc demandé d'approuver cette révision des autorisations de programme.

M. LE MAIRE.- Merci, Madame MAZARS. Y a-t-il des questions sur cette révision des AP/CP ? Pas de questions. Je mets aux voix la délibération.

Qui est contre ? Personne.

Qui s'abstient ? 6 voix.

La délibération n° 2d est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

Nous pouvons passer au point suivant à l'ordre du jour qui concerne des demandes de subventions pour les travaux d'aménagement de l'Avenue de la Méditerranée.

NOTE DE SYNTHÈSE N° 2e : TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT DE L'AVENUE DE LA MÉDITERRANÉE – DEMANDES DE SUBVENTIONS

Rapporteur : Sandrine MAZARS

Mme MAZARS.- La commune de Vias poursuit cette année les travaux d'aménagement de l'Avenue de la Méditerranée avec la troisième phase.

Le coût de l'opération est estimé à 3 429 100 € HT.

Afin de réaliser ces travaux, il est demandé au Conseil Municipal l'autorisation de solliciter des subventions auprès de nos partenaires financiers.

M. LE MAIRE.- Très bien. Y a-t-il des questions sur cette délibération ? Non. Je la mets aux voix.

Qui est contre ? Personne.

Qui s'abstient ? 2 voix.

La délibération n° 2e est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

NOTE DE SYNTHÈSE N° 2f : TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT DU PARKING DES PÊCHEURS – DEMANDE DE SUBVENTIONS

Rapporteur : Monsieur le Maire

M. LE MAIRE.- Le point 2f est identique au point que nous venons de voir, mais il concerne le parking des Pêcheurs pour un montant de travaux estimé de 454 338,50 € HT.

Les travaux sont programmés pour cet hiver, pour un achèvement et une livraison pour la saison estivale 2023. Ces travaux permettront de créer près de 400 places de stationnement sur le cœur de station.

Y a-t-il des questions sur cette délibération ? Monsieur VIVIANI, vous avez la parole.

M. VIVIANI.- Par rapport au projet initial où il était prévu que ce parking soit géré par une entreprise extérieure à la commune, en DSP, là la commune va investir 500 000 € quasiment. Pouvons-nous avoir des éclairages ou y a-t-il des changements concernant le projet d'exploitation de ce parking ? Est-ce que ce sera une régie municipale ou est-ce que ce sera remis en DSP ?

M. LE MAIRE.- Alors, effectivement, la ville, au départ, avait souhaité lancer une Délégation de Service Public pour la réalisation et l'exploitation d'un parking sur cet endroit, avenue des Pêcheurs. Suite à l'appel d'offres, nous avons quatre entreprises qui avaient retiré le dossier de consultation, mais in fine aucune des quatre n'a proposé d'offre. Je me suis donc effectivement rapproché, une fois que le marché a été non pourvu, de ces entreprises pour avoir quelques explications sur la raison pour laquelle elles n'avaient pas finalement déposé une offre. En fait, la réponse de ces entreprises a été claire : c'est une absence de rentabilité dans la mesure où les parkings du front de mer étaient gratuits et que ces parkings-là, en entrée de station, allaient être payants. Du fait que, prioritairement, les parkings gratuits allaient se remplir, et que ces parkings payants se rempliraient ensuite, c'était pour eux une problématique d'équilibre d'opération. Au-delà de l'aménagement du parking, il y a tout ce qui est, après, entretien, barriérage et personnel. Ils m'avaient proposé une solution en disant : si tous les parkings de Vias plage sont payants, là par contre nous pourrions nous positionner. La position du Conseil Municipal est celle d'avoir des parkings gratuits pour l'accès au bord de mer. Il y a des communes qui ont fait des choix différents. Mais je pense qu'avec la commune de Marseillan nous sommes les deux seules communes qui proposons encore du parking gratuit pour pouvoir aller se baigner. Nous souhaitons que cette exception soit une force pour nos stations balnéaires.

Du coup, le choix a été vite fait pour ce parking, c'est celui des travaux menés sous maîtrise d'ouvrage municipale avec, ensuite, une exploitation par la Mairie, en tout cas dans un premier temps, sous forme de régie. Dans un premier temps, ce sera une exploitation en régie. Après, nous ne ferons pas bien évidemment l'opportunité de confier l'exploitation de ce parking moyennant une redevance à un privé ; mais, pour l'instant, pour être parfaitement clair avec vous, cette décision-là n'a pas été prise par le Conseil majoritaire, et donc pour la saison prochaine il y aura une exploitation en régie municipale.

M. VIVIANI.- D'accord. Merci.

M. LE MAIRE.- Sur cette délibération, y a-t-il d'autres questions ? Non. Je la mets aux voix.

Qui est contre ? Personne.

Qui s'abstient ? Personne.

La délibération n° 2f est adoptée à l'unanimité. Je vous en remercie.

Nous avons maintenant une délibération relative à l'attribution de subventions supplémentaires à des associations. Madame MAZARS, vous avez la parole.

NOTE DE SYNTHÈSE N° 2g : SUBVENTION SUPPLÉMENTAIRE À DES ASSOCIATIONS
Rapporteur : Sandrine MAZARS

Mme MAZARS.- Suite au dépôt de demandes de subventions, le Conseil Municipal est appelé à voter les subventions allouées aux associations suivantes :

- L'association « Viens on chante » pour 1 000 €
- le FCOV pour 10 000 €.

M. LE MAIRE.- Merci. Il est donc proposé d'accorder ces subventions aux associations citées. Y a-t-il des demandes particulières d'intervention ? Je ne pense pas. Je mets donc aux voix cette délibération.

Qui est contre ? Personne.

Qui s'abstient ? Personne.

La délibération n° 2g est adoptée à l'unanimité.

Nous passons au point « urbanisme » avec les conventions d'équipement en conteneurs enterrés en cœur de ville et dans la station balnéaire. Donc qui mieux que Monsieur le Premier Adjoint, ancien Vice-président du SICTOM, peut nous parler de ces conventions ?

NOTE DE SYNTHÈSE N° 3a : CONVENTIONS D'ÉQUIPEMENT EN CONTENEURS ENTERRÉS EN CŒUR DE VILLE ET DANS LA STATION BALNÉAIRE ENTRE LE SYNDICAT MIXTE INTERCOMMUNAL PÉZENAS-AGDE (SMICTOM) ET LA COMMUNE DE VIAS

Rapporteur : Bernard SAUCEROTTE

M. SAUCEROTTE.- Dans le cadre de l'évolution des modes de collecte dans lequel souhaite s'inscrire le SICTOM, ce dernier a étudié, en 2016, un projet d'équipement des communes situées sur son territoire en substituant aux bacs aériens de collecte des conteneurs enterrés d'ordures ménagères.

Afin de pourvoir la commune en nouveaux dispositifs, a été envisagée la pose, avenue de la Méditerranée et place des Alliés, de conteneurs enterrés (respectivement huit et deux unités).

Deux conventions distinctes entre le SMICTOM et la ville de Vias ayant pour objet de définir les conditions techniques, administratives et financières applicables aux installations de collecte par systèmes de conteneurs enterrés situés sur la voie publique de la commune de Vias figurent en annexe à la délibération et prévoient :

- les lieux d'implantation situés avenue de la Méditerranée et place des Alliés.
- les conditions financières :

* La commune ayant à sa charge financière la fourniture de la cuve béton et la réalisation du génie civil et de la fosse devant recevoir les conteneurs enterrés ainsi que tous les travaux rendus nécessaires par le creusement des fosses.

* Le SMICTOM prenant à sa charge quant à lui toutes les parties métalliques fixes et amovibles dans la cuve béton.

* Le coût de la mise en place et du déchargement est financé à parts égales entre la commune et le SMICTOM.

La maintenance liée au bon fonctionnement des colonnes enterrées, le nettoyage extérieur et le lavage interne sont de la compétence du SMICTOM.

Il est donc proposé au Conseil Municipal d'approuver la convention annexée entre la commune de Vias et le SMICTOM et d'autoriser Monsieur le Maire à signer tous documents y afférents.

M. LE MAIRE.- Merci, Monsieur le Premier Adjoint. Y a-t-il des questions sur cette délibération ? Non. Je passe au vote.

Qui est contre ? Personne.

Qui s'abstient ? Personne.

La délibération n° 3a est adoptée à l'unanimité. Je vous en remercie.

Nous pouvons passer au point suivant à l'ordre du jour. Vous vouliez intervenir, Madame CERNEAU ? Je vous en prie, allez-y.

Mme CERNEAU.- Merci. Je voulais intervenir parce que, lors de la commission présidée par Monsieur le Premier Adjoint, j'ai fait l'observation qu'au niveau des conteneurs – et nous en avons parlé – ce serait bien qu'il y ait une communication qui soit faite en direction des usagers parce que les personnes qui habitent en toute proximité sont extrêmement gênées par les déchets qui sont versés vers minuit/1 heure du matin, notamment près de la boulangerie, de la part des cafés qui versent leurs déchets à cet endroit. La suggestion était que peut-être l'on fasse quelque chose – nous en avons parlé, Monsieur SAUCEROTTE – en direction des usagers de proximité pour qu'au moins cela réduise les nuisances de ceux qui ont leur habitation toute proche. C'est vrai pour ceux-là comme pour les autres qui sont au côté du parvis de l'église, du côté du parking.

M. SAUCEROTTE.- C'est une bonne idée, surtout parce que les commerçants versent leur verre à 1 heure du matin, et cela, pour les voisins, c'est terrible. Cette idée, cela paraît logique. Nous allons travailler sur la communication pour sensibiliser la population là-dessus.

Mme CERNEAU.- Merci.

M. LE MAIRE.- Très bien. Merci.

Nous allons passer au point suivant qui porte sur la désaffectation, le déclassement et l'échange du domaine public communal du parking des Trois Plages avec les copropriétaires de la résidence VIABELLA, en contrepartie des zones de stationnement situées devant lesdites résidences.

La parole est à Monsieur SAUCEROTTE, Monsieur le Premier Adjoint.

NOTE DE SYNTHÈSE N° 3b : DÉSAFFECTATION, DÉCLASSEMENT ET ÉCHANGE DU DOMAINE PUBLIC COMMUNAL DU PARKING DES TROIS PLAGES AVEC LES COPROPRIÉTAIRES DE LA RÉSIDENCE VIABELLA EN CONTREPARTIE DES ZONES DE STATIONNEMENT SITUÉES DEVANT LES RÉSIDENCES

Rapporteur : Bernard SAUCEROTTE

M. SAUCEROTTE.- Merci, Monsieur le Maire. Afin de donner un nouvel essor et rendre plus attractive la station balnéaire de Vias-plage, la Municipalité a engagé depuis 2016 de vastes travaux d'aménagement.

Dans sa première phase, l'Avenue de la Méditerranée, artère principale menant à la mer, a été requalifiée du chemin des Rosses jusqu'à la plage. Dans sa seconde phase, des parkings en bord de mer ainsi qu'un promenoir en hauteur ont été créés et aménagés. La troisième phase de travaux porte aujourd'hui sur la requalification de l'Avenue de la Méditerranée (tronçon allant du giratoire des Trois Plages au chemin des Rosses), ainsi que la réalisation des barreaux extérieurs (bouclages Est et Ouest).

Aussi, afin de finaliser les travaux portant sur l'Avenue de la Méditerranée et ses abords, un projet d'aménagement basé au droit des dépendances privées des résidences VIABELLA 1 et VIABELLA 2 sera réalisé, qui nécessite un échange foncier : l'emprise des zones de stationnements propriétés des copropriétaires (parties des parcelles cadastrées AY 17, 18 et

145, d'une superficie de 615 m², estimées à 8 000 € par lot en contrepartie d'une partie réaménagée et sécurisée du parking des Trois Plages (emprise de 807 m² de la parcelle cadastrée AY 99 estimée à 20 600 € et permettant le stationnement des 24 véhicules).

Par décision du Maire du 21 juin 2022, a été engagé le processus de désaffectation et de déclassement du domaine public communal d'une partie de l'espace du parking en vue de son aliénation. Par arrêté du 21 juin 2022, a été prescrite l'enquête publique afférente. Réalisée du 11 au 29 juillet, celle-ci a donné lieu, le 5 septembre, à avis favorable sans réserve du commissaire enquêteur.

Le 26 septembre, après fermeture totale de l'emprise du parking des Trois Plages à échanger, pourra être constatée par procès-verbal la désaffectation de l'usage public de cet espace de stationnement.

Il est donc proposé au Conseil Municipal d'approuver l'échange sans soulte des parties concernées selon les plans établis par géomètre : l'acquisition par échange contre un lot de copropriété des lots de stationnement numérotés 79 à 93 et 151 à 348 des copropriétés VIABELLA 1 et VIABELLA 2, de 297 m² de voies pour ces mêmes parcelles, de 60 m² de voies issues de la parcelle AY 145, propriété indivise des deux résidences, en contrepartie de la cession d'un lot de copropriété à créer sur l'emprise globale de 807 m² aménagé sur le parking de 24 places et clôturé, et à défaut d'échange l'acquisition des lots de copropriété pour une valeur unitaire de 8 000 €, conformément à l'avis des Domaines du 15/06/2022.

Il vous est proposé d'autoriser Monsieur le Maire à procéder aux formalités nécessaires et à signer toutes les pièces afférentes à ce dossier.

M. LE MAIRE.- Merci, Monsieur le Premier Adjoint. J'ai vu certains conseillers municipaux faire la moue en disant : « Monsieur SAUCEROTTE nous lit des passages que nous n'avons pas ». Le projet de note de synthèse que vous avez reçu a fait l'objet d'un ajout à la demande du notaire qui est en charge de la rédaction des actes, et donc, effectivement, la dernière partie de la délibération lue par Monsieur le Premier Adjoint a été complétée pour que la délibération soit d'une plus grande clarté vis-à-vis du contrôle de légalité et vis-à-vis des actes qui vont être signés dans le courant du mois d'octobre, à savoir : l'acquisition par la commune de Vias des anciennes parties communes au-devant des résidences VIABELLA 1 et VIABELLA 2, l'acquisition des lots privatifs de copropriété à usage de stationnement qui vont, comme vous l'avez compris, pouvoir faire soit l'objet d'un échange avec une place de stationnement dans le cadre d'une copropriété qui va être créée sur une partie de l'emprise du parking des Trois Plages, soit, deuxième option, pour ces lots privatifs, une acquisition par la commune. Nous avons détaillé ces points dans la délibération à la demande du notaire.

Bien évidemment, les copropriétés concernées ont d'ores et déjà délibéré avant l'été pour l'une d'entre elles et courant d'été pour l'autre, en donnant une décision des assemblées générales de copropriétaires favorable. Ces principes-là ont été approuvés par les assemblées générales concernées. Les copropriétaires s'étaient également engagés par écrit vis-à-vis de la collectivité.

Les actes vont être signés mi-octobre. Là aussi, pour rassurer les esprits chagrins, nous ne ferons pas de travaux sur des propriétés que nous ne maîtrisons pas. Tout ceci sera réglé en bon ordre, n'en doutons pas.

S'il y a d'autres questions, vous pouvez vous exprimer. Madame MORONI, vous avez la parole.

Mme MORONI.- Moi, j'avais une question par rapport au réaménagement du parking. Dans le contexte du réchauffement climatique, il est important de conserver des îlots de fraîcheur. Pourriez-vous nous préciser si tous les arbres qui sont sur ce parking seront maintenus ?

M. LE MAIRE.- Alors je sais bien que certains m'ont surnommé l'Attila de la chlorophylle en

son temps, mais je peux vous rassurer, Madame, nous allons conserver les arbres. Sur le parking qui sera fait avenue des Pêcheurs sur la parcelle dite « DE MAUREPAS », nous allons travailler pour qu'uniquement les bandes de roulement soient en enrobé, pour assurer effectivement sur les espaces de stationnement une stabilité et une porosité des sols et disposer de verdure sous les panneaux photovoltaïques ; ce qui permettra de créer de l'ombre. Nous essayons, dans le cadre des aménagements publics que nous faisons, que ce soient des places publiques ou des espaces de stationnement, de conserver un maximum d'espaces verts.

Mme MORONI.- Très bien. Merci.

M. LE MAIRE.- S'il n'y a pas d'autres questions, je mets aux voix cette délibération.

Qui est contre ? Personne.

Qui s'abstient ? 2 voix.

La délibération n° 3b est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

NOTE DE SYNTHÈSE N° 3c : BAIL DE LONG TERME ENTRE LA VILLE DE VIAS ET MONSIEUR OLIVIER LEFEBVRE DE MAUREPAS

Rapporteur : Monsieur le Maire

M. LE MAIRE.- Nous pouvons passer au point 3c relatif au bail à long terme entre la ville de Vias et Monsieur DE MAUREPAS. Je me permets d'intervenir sur cette délibération, Monsieur le Premier Adjoint. Nous avons déjà délibéré sur ce bail à long terme entre la ville et Monsieur DE MAUREPAS. Il doit faire l'objet d'une modification puisque nous avons prévu, dans les stipulations de ce bail, certaines clauses qui se trouvent modifiées.

Vous avez tous pris connaissance de cette note de synthèse, dont l'objet est d'approuver la modification de clauses d'exploitation du site telles qu'elles étaient envisagées dans le cadre du contrat de bail initial approuvé par délibération du 12 avril 2021, afin d'y permettre une exploitation à titre gratuit ou onéreux, en enlevant la partie qui était visée dans l'ancien bail, à savoir l'exploitation par DSP puisque l'exploitation par DSP a été abandonnée. N'est retenue qu'une exploitation à titre gratuit ou onéreux.

Il est demandé au Conseil de m'autoriser à signer ce bail ainsi modifié, ainsi que tous documents s'y rapportant.

Y a-t-il des questions sur cette délibération ? Non. Je la mets aux voix.

Qui est contre ? Personne.

Qui s'abstient ? 2 voix.

La délibération n° 3c est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

Le point suivant appelle la convention d'études et de travaux avec Hérault Énergies relatifs à la dissimulation des réseaux secs à Vias Plage. La parole est à Monsieur le Premier Adjoint.

NOTE DE SYNTHÈSE N° 3d : CONVENTION D'ÉTUDES ET DE TRAVAUX AVEC HÉRAULT ÉNERGIES RELATIFS À LA DISSIMULATION DE RÉSEAUX SECS À VIAS PLAGE

Rapporteur : Bernard SAUCEROTTE

M. SAUCEROTTE.- La commune de Vias a engagé depuis 2016 des travaux de réaménagement d'envergure afin d'accroître l'attractivité de la station balnéaire de Vias Plage.

Les travaux sont programmés en plusieurs phases, dont la dernière (2022-2023) comprend la

requalification de la fin de l'Avenue de la Méditerranée (du giratoire des Trois Plages à la gendarmerie), la création d'un barreau reliant les chemins des Rosses et du Clôt (« Bouclage Est ») et enfin la requalification de la jonction entre l'avenue de la Plage et l'avenue des Pêcheurs (« Bouclage Ouest »).

C'est dans ce contexte que la commune de Vias a confié à Hérault Énergies la réalisation d'une étude technique et financière et les futurs travaux relatifs à la dissimulation des réseaux secs et notamment la dépose de supports et l'enfouissement de câbles (basse tension et télécom) aériens existants.

Le montant des études et travaux s'élève à 51 078 € TTC, soit 32 409,99 € relatifs aux travaux d'électricité et 18 668,41 € relatifs aux travaux de télécommunications.

Le plan prévisionnel de financement de cette opération prévoit la répartition suivante :

- Hérault Énergies :	21 440,45 €
- Ville de Vias :	29 637,95 €

M. LE MAIRE.- Merci, Monsieur le Premier Adjoint.

Il est demandé au Conseil Municipal d'accepter la réalisation de ce projet ainsi que le plan de financement et de solliciter les financements appropriés.

Y a-t-il des questions sur cette délibération ? Madame MORONI, vous avez la parole.

Mme MORONI.- Toujours pour aller dans l'objectif d'accroître l'attractivité de Vias Plage, est-il prévu, dans le même temps, la réalisation de voies douces sur ces portions qui, du coup, seront toutes neuves.

M. LE MAIRE.- A quel niveau, Madame ?

Mme MORONI.- Par exemple au niveau de la jonction entre l'Avenue de la Plage et l'Avenue des Pêcheurs et au niveau de la nouvelle boucle Est qui pourra relier le chemin des Rosses au chemin du Clôt.

M. LE MAIRE.- Oui, tout à fait, des voies vertes seront effectivement créées parallèlement à ces bouclages. Sur le bouclage Ouest, nous allons créer un giratoire pour améliorer la sortie vers l'Avenue des Pêcheurs. Quand on contourne le mas de la Plage, on va arriver sur un nouveau giratoire qui permettra de fluidifier et d'améliorer la circulation puisqu'aujourd'hui il y a des « cédez le passage » et ce n'est pas forcément très pertinent. Mais la réponse est « oui » pour les voies vertes.

S'il n'y a pas d'autres questions sur ces travaux d'Hérault Énergies, je mets aux voix la délibération.

Qui est contre ? Personne.

Qui s'abstient ? Personne.

La délibération n° 3d est adoptée à l'unanimité. Je vous en remercie.

Le point suivant appelle la vente d'un délaissé rue Racine. La parole est à Madame PRADES, Madame l'Adjointe au Droit des Sols.

NOTE DE SYNTHÈSE N° 3e : VENTE D'UN DÉLAISSÉ SIS RUE RACINE

Rapporteur : Muriel PRADES

Mme PRADES.- Merci, Monsieur le Maire. En date du 2 avril 2022, Monsieur Guillen HOULES a remis à Monsieur le Maire une demande d'achat pour le délaissé situé devant sa propriété sis section cadastrale BX n° 25 au 14 rue Racine, de 15 m².

Le délaissé, objet de la demande, se trouve dans le domaine privé communal car il a perdu

son caractère de dépendance du domaine public routier, n'étant pas utilisé pour la circulation. Il existe donc un déclassement de fait. Il n'y a pas lieu de procéder dans ce cas à une enquête publique préalable.

Etant donné qu'il ne résulte d'aucune des pièces de ce dossier que ce déclassement soit consécutif à un changement de tracé de cette voie ou l'ouverture d'une voie nouvelle, les propriétaires riverains ne bénéficient pas d'un droit de priorité sur ce délaissé. La commune est libre de vendre ce délaissé à l'acquéreur de son choix.

Il est proposé au Conseil Municipal de constater la désaffectation et le déclassement du délaissé situé devant la propriété sis section cadastrale BX n° 25 au 14 rue Racine, de 15 m², et de le céder au profit de Monsieur Guillen HOULES, au prix de 220 €.

M. LE MAIRE.- Merci, Madame PRADES. Y a-t-il des questions sur cette délibération ? Non. Je la mets aux voix.

Qui est contre ? Personne.

Qui s'abstient ? Personne.

La délibération n° 3e est adoptée à l'unanimité. Je vous en remercie.

Nous pouvons passer au point suivant qui concerne l'acquisition d'une parcelle sise au lieu-dit « L'Estagnol » à la SAFER Occitanie. Pour nous parler de ce sujet, la parole est toujours à Madame PRADES.

NOTE DE SYNTHÈSE N° 3f : ACQUISITION DE LA PARCELLE CADASTRÉE SECTION BP N° 88 LIEU-DIT « L'ESTAGNOL » À LA SAFER OCCITANIE
Rapporteur : Muriel PRADES

Mme PRADES.- Dans le cadre de la mise en place du Schéma d'Intervention Foncière (SIF), approuvé par délibération du Conseil Municipal du 19 septembre 2012, la commune de Vias, en partenariat avec le Département de l'Hérault, le Conservatoire du Littoral et la SAFER, a souhaité mener une action foncière concertée et adaptée aux diverses situations locales.

A cette fin, des périmètres d'intervention spécifiques ont été délimités afin que chaque organisme puisse avoir, de manière complémentaire, une action privilégiée en adéquation avec ses moyens et ses compétences.

Les missions confiées à la SAFER permettent d'accompagner la stratégie communale de préservation des espaces ruraux, de favoriser l'aménagement foncier restructurant pour répondre aux sollicitations des porteurs de projet et de conforter les exploitations agricoles et para-agricoles existantes ou en devenir.

Les principales actions menées par la SAFER sont les suivantes :

- Surveiller et anticiper les cessions foncières pour en assurer une orientation raisonnée et concertée dans le respect de l'esprit des réglementations existantes, tout en évitant la spéculation foncière ;
- Rationaliser la gestion du foncier dont la Commune dispose par une revente ponctuelle et surtout une mise en valeur agricole par des locations ;
- Animer le foncier pour favoriser la création d'îlots de taille et de structure compatibles avec une activité agricole productive.

Cette première partie de texte va être identique dans la note de synthèse suivante. Si vous m'évitez cette relecture, j'irai directement à la conclusion.

Pour poursuivre sur la présente délibération, à ce titre, la SAFER Occitanie s'est portée acquéreur de la parcelle BP n° 88 lieu-dit « L'Estagnol », située en zone AER au PLU, d'une superficie de 3 544 m².

La SAFER demande au Conseil Municipal de procéder au rachat de la parcelle susvisée au

prix de 6 084 € TTC, soit 1,72 € le m².

Il est proposé au Conseil Municipal d'approuver l'acquisition de la parcelle cadastrée section BP n° 88 lieu-dit « L'Estagnol » au prix de 6 084 € TTC et d'autoriser Monsieur le Maire à signer l'acte à intervenir, ainsi que tout document s'y rapportant.

M. LE MAIRE.- Merci, Madame l'Adjointe au Droit des Sols. Y a-t-il des questions sur cette délibération ? Non. Personne ne semble intéressé par la question. Je mets donc aux voix cette délibération.

Qui est contre ? Personne.

Qui s'abstient ? Personne.

La délibération n° 3f est adoptée à l'unanimité.

Bis repetita pour la suivante. Il s'agit de l'acquisition des parcelles cadastrées section DA n° 60 et 61, lieu-dit « Le Devois » à la SAFER Occitanie.

NOTE DE SYNTHÈSE N° 3g : ACQUISITION DES PARCELLES CADASTRÉES SECTION DA N° 60 ET 61 LIEU-DIT « LE DEVOIS » À LA SAFER OCCITANIE
Rapporteur : Muriel PRADES

Mme PRADES.- Je vais commencer la présentation par la fin de la question.

La SAFER Occitanie s'est portée acquéreur des parcelles cadastrées DA n° 60 et 61 lieu-dit « Le Devois », situées en zone agricole du PLU, d'une superficie totale de 8 133 m².

La SAFER demande au Conseil Municipal de procéder au rachat des parcelles susvisées au prix de 18 984 € TTC, soit 2,33 € le m².

Il est donc proposé au Conseil Municipal d'approuver l'acquisition des parcelles cadastrées section DA n° 60 et 61 lieu-dit « Le Devois » au prix de 18 984 € TTC et d'autoriser Monsieur le Maire à signer l'acte à intervenir, ainsi que tout document s'y rapportant.

M. LE MAIRE.- Merci, Madame l'Adjointe au Droit des Sols. Là, je pense que je ne vais pas avoir plus de succès que sur la précédente délibération. Je mets donc aux voix cette délibération.

Qui est contre ? Personne.

Qui s'abstient ? Personne.

La délibération n° 3g est adoptée à l'unanimité. Je vous en remercie.

Nous passons au point suivant sur une mise à jour du barème des participations financières en ZAC. La parole est à Monsieur le Premier Adjoint.

NOTE DE SYNTHÈSE N° 3h : PARTICIPATIONS FINANCIÈRES EN ZAC – NOUVEAU BARÈME DES PARTICIPATIONS DES CONSTRUCTEURS
Rapporteur : Bernard SAUCEROTTE

M. SAUCEROTTE.- Par convention de concession visée en Sous-préfecture le 24 juin 1988, le Conseil Municipal a concédé à la SEBLI (devenue VIATERRA) l'aménagement de la ZAC Vias Plage.

Par délibération du 19 décembre 2003, le Conseil Municipal a décidé, au regard du bilan financier de l'opération établi au 31 octobre 2003, de réviser le barème des participations des constructeurs et d'annuler et remplacer, à compter du 1^{er} janvier 2004, les montants indiqués dans les délibérations antérieures de 1987, 1993 et 2001. Un nouveau barème, basé sur l'indice TP 01 publié au 31 octobre 2003 ayant alors été approuvé. Il prévoyait, en outre, une

indexation des dites participations en fonction des variations de l'indice TP 01.

Or il est apparu dans le temps que le calcul de ces participations financières a été rendu inextricable et que, afin de faciliter et de simplifier le calcul de ces participations, il convient de fixer un montant ferme, non revalorisable.

Il est donc proposé au Conseil Municipal d'approuver la revalorisation des participations financières de la ZAC Vias Plage.

M. LE MAIRE.- Merci, Monsieur le Premier Adjoint. Y a-t-il des questions sur cette délibération ? Non, pas de questions. Je la mets aux voix.

Qui est contre ? Personne.

Qui s'abstient ? Personne.

La délibération n° 3h est adoptée à l'unanimité. Je vous en remercie.

Nous pouvons passer au point suivant qui porte sur une modification du tarif de la licence musculation haltérophilie.

Simplement, avant d'aborder cette partie « jeunesse et sport », plusieurs concitoyens m'ont demandé pourquoi nous ne prenions pas de délibération pour réduire le temps d'éclairage public. Il faut savoir que, d'ores et déjà, nous n'avons pas attendu la crise énergétique que nous traversons dans notre pays pour veiller aux économies d'énergie. Dès la mise en place du CREM (Contrat de conception/réalisation/entretien/maintenance) de l'éclairage public en 2016, il faut savoir que, toutes les nuits, à Vias, à partir de 23 heures, nous réduisons de 50 % l'intensité de l'éclairage. Alors cela ne se voit pas à l'œil nu puisqu'une réduction de l'éclairage public, pour qu'elle soit perçue par une personne, il faut qu'il y ait une réduction de 80 % de l'émission lumineuse. Là, nous sommes à 50 % de réduction. Ce que nous prévoyons de faire, dans le cadre du futur CREM que nous sommes en train de préparer, c'est de passer effectivement, sur une période plus avancée de la nuit, à 80 % de réduction de l'éclairage public. Mais, d'ores et déjà, nous sommes à 50 % de réduction sur la luminosité, mais cela ne se perçoit pas à l'œil nu.

Je tenais à faire cette précision puisque, peut-être, vous également en tant que conseillers municipaux ou conseillères municipales, vous avez été saisis de cette question.

Cette précision étant faite, nous pouvons donc passer au point « jeunesse et sport » avec la modification du tarif de la licence musculation haltérophilie. La parole est à Madame MAZARS sous sa casquette d'Adjointe au Sport.

NOTE DE SYNTHÈSE N° 4a : MODIFICATION DU TARIF DE LA LICENCE MUSCULATION HALTÉROPHILIE AUPRÈS DE LA FÉDÉRATION FRANÇAISE HALTÉROPHILIE/MUSCULATION (FFHM) POUR LES PROCHAINES SAISONS

Rapporteur : Sandrine MAZARS

Mme MAZARS.- Lors de la séance du Conseil Municipal du 7 juillet 2022, il a été acté une révision des tarifs des cartes Pass pour la saison 2022-2023, y compris le tarif de la licence de musculation/haltérophilie qui était fixé à 18 €.

Par courriel du 21 juillet dernier, la Fédération Française d'Haltérophilie/Musculation nous a informés d'une augmentation d'un euro pour les licences loisirs Haltérophilie/Musculation à compter du 1^{er} septembre 2022.

Nous sommes donc obligés de passer le tarif de la licence loisirs à 19 €. Les autres tarifs restent inchangés.

Il vous est donc demandé d'approuver ces nouveaux tarifs.

M. LE MAIRE.- Les autres tarifs restent donc inchangés. Merci, Madame MAZARS. Y a-t-il

des questions sur cette délibération ? Non. Je la mets aux voix.
 Qui est contre ? Personne.
 Qui s'abstient ? Personne.
 La délibération n° 4a est adoptée à l'unanimité.

Nous passons au point « Ressources Humaines » avec une première délibération sur la modification du tableau des effectifs. La parole est à Madame Chantal MESLARD, Conseillère Municipale en charge des Relations avec les organisations syndicales.

NOTE DE SYNTHÈSE N° 5a : MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS **Rapporteur : Chantal MESLARD**

Mme MESLARD.- Merci, Monsieur le Maire. Dans le cadre de la réorganisation des services de la commune, Monsieur le Maire modifie le tableau des effectifs comme suit :

- Création d'un poste de Responsable du Service Entretien et Moyens Généraux, à temps complet, correspondant au cadre d'emploi des adjoints administratifs territoriaux ou cadre d'emploi des adjoints techniques territoriaux.
- Création d'un poste d'Adjoint(e) au Directeur(trice) des Ressources Humaines correspondant au cadre d'emploi des rédacteurs territoriaux.

Il est précisé que ces postes, ainsi que le poste de Directeur ou Directrice des Ressources humaines déjà prévu au tableau des effectifs, pourront être occupés par un agent contractuel conformément à l'article L.332-8 2° du Code Général de la Fonction Publique autorisant le recrutement d'un contractuel lorsque les besoins du service le justifient et sous réserve qu'aucun fonctionnaire n'ait pu être recruté dans les conditions prévues par la loi.

Par conséquent, il est demandé au Conseil Municipal de modifier le tableau des effectifs du personnel communal.

M. LE MAIRE.- Merci, Madame la Conseillère Municipale. Y a-t-il des questions sur cette modification du tableau des effectifs ? Non. Je mets la délibération aux voix.

Qui est contre ? Personne.
 Qui s'abstient ? Personne.
 La délibération n° 5a est adoptée à l'unanimité.

Le point suivant à l'ordre du jour appelle l'actualisation du RIFSEEP. Puis viendra l'actualisation de l'IAT et de l'ISF. La parole est à Monsieur Gérard ALLARD, Adjoint à la Sécurité et au Personnel Municipal.

NOTE DE SYNTHÈSE N° 5b : ACTUALISATION DU RIFSEEP **Rapporteur : Gérard ALLARD**

M. ALLARD.- Merci, Monsieur le Maire. Le RIFSEEP, Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel, a été instauré par délibération en date du 19 décembre 2016, dans le cadre de la transcription des textes réglementaires.

Ce régime indemnitaire prévoit une part fixe mensuelle dite Indemnité de Fonctions, de Sujétions et d'Expertise (IFSE) liée à la fonction et une part variable appelée Complément Indemnitaire Annuel (CIA) liée à l'engagement et à la manière de servir des agents et à l'entretien professionnel.

Les montants individuels sont définis par arrêté de l'Autorité Territoriale dans les limites des conditions fixées par les textes applicables à la Fonction Publique d'État.

Concernant les indisponibilités physiques et conformément au décret n° 2010-997 du 26 août 2010, l'IFSE est maintenu durant les congés suivants :

- Congés de maladie ordinaire suite à hospitalisation ;
- Congés annuels (plein traitement) ;
- Congés pour accident de service ou maladie professionnelle (plein traitement) ;
- Congés de maternité (ou pathologique), de paternité et d'adoption (plein traitement).

L'IFSE sera réduit proportionnellement aux jours d'absence en cas de congés de maladie ordinaire, de longue maladie, de longue durée, de grave maladie dès le 1^{er} jour d'absence par année glissante. Il sera réintroduit dès le retour de l'agent.

Le CIA sera versé au prorata temporis lorsque l'agent aura cumulé dans l'année concernée par le CIA des jours d'absence pour les congés suivants :

- Congés de maladie ordinaire ;
- Congés pour accident de service ou maladie professionnelle ;
- Congés de maternité, de paternité ou d'adoption ;
- Congés de longue maladie, de longue durée et de grave maladie.

Il est proposé au Conseil Municipal d'adopter les modalités d'impact des absences pour raison de santé sur le versement du RIFSEEP.

M. LE MAIRE.- Merci, Monsieur l'Adjoint. Y a-t-il des questions sur cette délibération ? Non, pas de questions. Je la mets aux voix.

Qui est contre ? Personne.

Qui s'abstient ? Personne.

La délibération n° 5b est adoptée à l'unanimité. Je vous en remercie.

Le point suivant appelle l'actualisation de l'IAT et de l'ISF des agents de la filière Sécurité. La parole est à Monsieur ALLARD.

NOTE DE SYNTHÈSE N° 5c : ACTUALISATION DE L'INDEMNITÉ D'ADMINISTRATION ET DE TECHNICITÉ (IAT) ET DE L'INDEMNITÉ SPÉCIALE DE FONCTION (ISF) DES AGENTS DE LA FILIÈRE SÉCURITÉ

Rapporteur : Gérard ALLARD

M. ALLARD.- Je continue. Là, nous abordons le même sujet sur le régime indemnitaire, mais c'est uniquement pour la filière Sécurité. Nous ne parlons plus du RIFSEEP, du CIA ou de l'IFSE. Ici, nous allons parler de l'IAT et de l'ISF. Ce sont exactement les mêmes choses que ce que nous avons abordé précédemment, et nous arrivons aux mêmes conclusions à la fin de la délibération, à savoir : ces indemnités seront réduites proportionnellement aux jours d'absence, en cas de congés de maladie ordinaire, de longue maladie, de longue durée, de grave maladie dès le 1^{er} jour d'absence par année glissante. Elles seront réintroduites dès le retour de l'agent.

Il est donc proposé au Conseil Municipal d'actualiser les indemnités (IAT et ISF) de la filière sécurité.

M. LE MAIRE.- Merci, Monsieur l'Adjoint.

Y a-t-il des questions ? Non, pas plus que sur la délibération précédente. Je précise que ces deux délibérations, avant d'être proposées au Conseil Municipal, ont fait l'objet d'un passage en Comité Technique et ont reçu un avis favorable à la majorité. Je mets aux voix cette délibération.

Qui est contre ? Personne.

Qui s'abstient ? Personne.

La délibération n° 5c est adoptée à l'unanimité. Je vous en remercie.

Mesdames et Messieurs du Conseil, l'ordre du jour étant épuisé, je déclare cette séance levée et je vous souhaite une bonne soirée.

(La séance est levée à 19 h)

Le Maire



Le Secrétaire de Séance



Les Élus

A collection of numerous handwritten signatures in black and blue ink, representing the council members (Les Élus). The signatures are scattered across the lower half of the page, some overlapping. Notable signatures include 'Cibaud', 'L. V. L.', 'S. L.', and others in various styles.